

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de la Haute-Savoie



Commune de Fillière

300 rue des Fleuries
Thorens-Glières
74570 FILLIÈRE
TEL. 04 50 22 82 32
accueil@commune-filliere.fr

■ Arrêté municipal

N°A-TEMP-2026-145

PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION

Route de l'Eglise

LE MAIRE DE FILLIÈRE,

Vu la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi 2004-809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L 2213-6 relatifs aux pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toute catégorie de voie,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son livre IV relatif à la voirie communale,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles R110.1, R110.2, R325 et suivants, R411.1 à R411.8 et R411.25 à R411.28,

Vu l'arrêté ministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

CONSIDERANT la demande présentée le 4/8/2026 par l'entreprise MECO, en vue des travaux suivants : pose d'une chambre télécom et terrassement d'une tranchée pour raccordement au réseau fibre.

CONSIDERANT que, dans ces conditions, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules et des piétons sur la voie Route de l'Eglise, Saint-Martin Bellevue, commune de FILLIERE.

ARRÊTE

Article 1 :

Pendant la période des travaux, soit à partir du 14/04/2026 durant 10 jours, la circulation de tous les véhicules et piétons empruntant la voie FILLIÈRE, Saint-Martin Bellevue, commune de FILLIERE, sera réglementée.

Article 2 :

Une restriction de circulation sera instaurée de la manière suivante : Alternat manuel et interdiction de circuler pour les poids lourds.

Article 3 :

La signalisation réglementaire de chantier sera conforme aux textes et règlements en vigueur, notamment aux dispositions de l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié. Elle sera installée et maintenue sous la responsabilité du demandeur de jour comme de nuit.

Article 4 :

Les intervenants doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'accès des véhicules de secours et de service (et des riverains).

Article 5 :

Toute intervention sur l'espace public sera suivie d'une remise en état à l'identique.

Article 6 :

Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Fillière,
Le Maire,
Christian ANSELME